



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 04/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIBELCO France

Immeuble Le Colisée - Bâtiment C
8 avenue de l'Arche - Z.A.C. Danton
92419 COURBEVOIE

Références : E/22 - 2036
Code AIOT : 0006506564

Affaire suivie par : MARCHETTI Elodie
Téléphone : 01 64 10 53 63
Courriel : elodie.marchetti@developpement-durable.gouv.fr

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SIBELCO France implanté LES CARRIERES 77003001 77760 AMPONVILLE. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation est actuellement en procédure de demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la carrière exploitée sur les communes de La Chapelle la Reine et de Amponville. L'inspection a procédé à la visite du site pour visualiser la situation actuelle de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- LES CARRIERES 77003001 77760 AMPONVILLE
- Code AIOT : 0006506564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société SIBELCO est autorisée à exploiter la carrière de sable siliceux et de grès de La Chapelle la Reine, sur les communes de La Chapelle-la-Reine et d'Amponville, par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 012 du 27 février 2001, autorisant la société GSI à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière.

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2008 autorise la société SIFRACO (devenue au 1er janvier 2009 SIBELCO-France) à se substituer à la société GSI. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 30 ans.

L'autorisation actuelle porte sur une superficie de 32 ha 05 a 41 ca et est valide jusqu'au 27 février 2031.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bilan annuel
- Sécurité des accès
- Plan de gestion des déchets inertes de l'industrie extractive

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	/	Sans objet
2	Plan de gestion des déchets d'extraction bis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
3	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 27/02/2001, article III-15	/	Sans objet
4	Plans	Arrêté Préfectoral du 27/02/2001, article III-17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière actuellement exploitée est correctement tenue et respecte les prescriptions contrôlées le jour de la visite.

Les documents demandés par l'inspection ont été transmis et respectent la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser. Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none">- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;- à la récupération et au traitement des lixiviats ;- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Des zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont actuellement présentes sur le site. Les terres végétales, les stériles de découverte et les refus de scalpage et de criblage primaire qui sont stockés font l'objet d'un suivi des quantités et les zones de stockage correspondantes sont représentées sur un plan topographique. L'exploitant a indiqué le volume et la localisation de ces stocks sur le plan annuel d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des déchets d'extraction bis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son plan de gestion des déchets.</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière a été établi juin 2011 et révisé en mars 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2001, article III-15
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés. [...]
Constats : Une clôture est présente pour interdire l'accès dans le périmètre de la carrière. En dehors des heures d'activité, un portail interdit l'accès à la carrière. De nombreuses pancartes sont mises en place pour signaler les différents types de danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2001, article III-17
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les Zones en cours d'exploitation, - les zones déjà exploitées non remises en état, - les Zones remises en état, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - pour les p - les piézomètres,
<p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.</p> <p>Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes de l'année N sont adressés respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année N+1.</p>
Constats : Le plan de suivi a bien été transmis à l'inspection. Il est conforme aux prescriptions, signé et validé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet